

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10°)Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.
ABONNEMENT : 6 mois, 120 fr. ; 1 an, 240 fr.

LES SCANDALES

Fruits vénéneux du capitalisme et de la politique

Le peuple de ce pays assiste, ahuri et ébahi, à une éclipse de scandales, multiples et quotidiens. Il discerne très nettement deux tendances fondamentales à cette floraison empoisonnée. D'une part, la certitude évidente que les scandales dénoncés — et ceux qui ne le sont pas encore — étaient connus depuis très longtemps par ceux qui s'en indignent actuellement. D'autre part, que cette éruption vise à des fins politiques en vue des élections toutes proches. Cela est si évident, si visible, que nulle démonstration n'est nécessaire pour convaincre « l'homme de la rue ». Le simple énoncé des affirmations est largement suffisant.

Mais si les répercussions visibles des attaques politiques sont les scandales, ne sont-ils pas des prétextes hypocrites, créant les yeux, il n'en reste pas moins que les causes profondes des scandales doivent être étalées et disséquées afin de servir à l'éducation du peuple sur la mentalité de ses hommes politiques.

Ces derniers constatent avec angoisse que la politique intéresse de moins en moins les couches profondes de la population. Le nombre fort élevé d'abstentions au référendum l'émène comme étant le prélude d'une désaffection à l'égard de la politique. Ils pensent donc redorer le blason déteint des institutions qui les font grassement vivre, par une hypocrite et mensongère indignation, qui doit créer un impossible assainissement moral de la prostituée poli-

tique. La ficelle est vraiment trop grosse pour ne pas être visible. Les scandales sont monnaie courante dans notre régime croulant, crouissant et en putréfaction. La décomposition physique du capitalisme, qui est le plus grand phénomène de l'actualité, engendre nécessairement une décomposition morale. Toutes les valeurs, jusqu'ici admises sans critiques et contestations, s'écroulent comme des châteaux de cartes. Les scandales sont non seulement inévitables au régime en voie de disparition, mais aussi à la politique elle-même.

La preuve — s'il en était nécessaire — nous serait fournie par l'U.R.S.S. où l'épuration morale est entreprise sur une grande échelle et dans tous les domaines. La politique a contaminé les éléments sains d'une population asservie. Ainsi, les causes profondes des scandales résident-elles dans le capitalisme et la politique, quelle que soit sa couleur.

Il s'ensuit donc logiquement que la disparition, urgente et violente, du capitalisme serait insuffisante si elle n'entretenait dans sa suite celle de la politique tout entière. D'où la nécessité INÉLUCTABLE de détruire jusqu'au germe l'ÉTAT, quel qu'il soit. L'État corrompt, en domestiquant l'esprit et cette élémentaire vérité se place sur le plan mondial : AUCUN ÉTAT NE PEUT ÉCHAPPER À CETTE LOI, AUCUN ÉTAT NE PEUT ÊTRE MORAL. Il porte en lui l'immoralité même et sa disparition est une mesure d'hygiène sociale.

C'est pourquoi nous assistons, en France, à une unanimité touchante de tous les politiciens contre l'insurrection qui gronde. Ohnubilés par la prise du pouvoir, contaminés par les « hautes sphères » de l'État où ils sont parvenus ou obsédés par la criminelle conception d'une autorité puissante et malfaisante, TOUS NOS HOMMES POLITIQUES s'élèvent avec épouvante contre une action de masse, cependant si nécessaire.

C'est que les objectifs POLITIQUES actuels sont en complète contradiction avec les objectifs populaires. La politique est le réceptacle bienveillant de toutes les erreurs, de tous les préjugés archaïques, moyenâgeux. Elle ne vise qu'à la domination et à l'abrutissement collectifs. Elle complète « l'oppression » religieuse.

La politique ne vise qu'à enricher toutes les inégalités sociales. Les aspirations sociales, voilà son ennemi numéro 1.

Les scandales, passés, présents et

futurs, proviennent et de l'organisation sociale et de la politique que nous subissons et supportons. Il est temps, grandement temps, Peuple, de te secouer et mettre à bas, avec un régime déjà condamné par la nature, cette nuée de parasites brillards, pillards, vantards et lâches qui vivent de l'immense prostitution, de la catin Politique, les maîtres délégués et ministres, présents ou à VENIR.

Veux-tu donc attendre qu'elle t'ait inoculé une ingérissable syphilis morale et sociale ? LIB.

Pourquoi la carte de Pain existe-t-elle encore ?

Le premier dans la presse, le *Libertaire* a affirmé que la récolte de blé devait être, au maximum, de 80 millions de quintaux. Il a mis en doute les assertions officielles qui, prévoyant tout d'abord une récolte de l'ordre de 61 millions de quintaux, l'éleva plus tard, et devant cette ridicule estimation, à 65 millions.

Nous avons accusé les ministres — tous les ministres — de mensonge intéressé et maintenu nos chiffres. Une organisation professionnelle prouve actuellement que la moisson fournit 85 millions de quintaux. Nous voici loin du compte de nos officiels menteurs ou incapables. A moins qu'ils ne soient les deux...

La contestation des chiffres se comprend : en 1938, année sans restriction et du bon pain blanc, la consommation

fut de 81 millions de quintaux. IL EST DONC POSSIBLE DE JETER LA CARTE DE PAIN AU FEU.

Insistons, car la chose en vaut la peine. En 1938, il n'était pas question du rationnement du pain. La production nationale de blé devait avoir produit environ 76 millions de quintaux et les achats à l'étranger, afin d'assurer la soudure, 5 millions de quintaux. Or, aujourd'hui, non seulement il n'y aurait absolument rien à déboursier à l'étranger, mais l'on disposerait même d'un report de 4 millions de quintaux à ajouter à la récolte prochaine ! LE PAIN DOIT DONC ÊTRE MIS EN VENTE LIBRE IMMÉDIATEMENT.

Il n'est même pas possible à vos tautologies ministérielles d'argumenter sur la consommation en blé pour les bêtes : la récolte des céréales secondaires a été abondante et celle des pommes de terre excellente.

Au début de la moisson, devant les réjouissances perspectives, nos excellents avarés prétendaient maintenir la carte devant l'insuffisance éventuelle de la production par rapport à la consommation. Or, comme celle-ci étant nettement inférieure à celle-là, cet argument tombe de lui-même.

Que veulent donc, que font donc nos affameurs publics. Ne craignent-ils pas de verser une seule devise pour l'achat de blé, pourquoi ne suppriment-ils pas l'immense carte ? Il semble y avoir — entre plusieurs autres — deux raisons principales.

La première, c'est qu'ils penseraient VENDRE NOTRE FARINE POUR OFFRIR DES MACHINES-OUTILS AUX TRUSTS CAPITALISTES. Que des hommes politiques de droite aient cette idée, cela serait assez logique. La santé des consommateurs — économiquement faibles — ne les intéresse que fort peu et ils ont la cynique franchise de ne pas s'en cacher. En ce qui concerne les hommes de gauche — communistes y compris — ne doivent-ils pas s'en étonner que les naïfs qui « croient encore au Père Noël ».

(SUITE PAGE 2)

Au nom de la démocratie...

9 millions d'électeurs ont approuvé
la CONSTITUTION.

105 millions d'hommes DEVRONT
LA SUBIR.

CONTROLES INTERALLIES

Danube et Détroits

Le Traité de Paris de 1856, qui mettait fin à la guerre de Crimée, avait entre autres points fixé au paragraphe Liberté de Navigation sur le Danube un système de contrôle sous la surveillance d'une commission internationale. Pour que cette liberté soit mieux assurée, Alexandre II, sous la pression de l'Autriche, aurait dû céder à la Moldavie la partie Sud de la Bessarabie. Actuellement, c'est encore le système de 1856 qui est en vigueur, mais les changements territoriaux survenus à la suite des guerres qui se sont succédées en Europe le présentent sous un jour différent, puisque l'U.R.S.S. redevient un état riverain; on comprend donc désormais très bien l'intérêt que les Soviétiques attachent à ce que les modalités de liberté de navigation sur cette voie navigable, qui partage l'Europe de la Suisse à la Mer Noire, soient remises en question, et, si possible, fassent l'objet de décisions émanant des seuls états riverains. La thèse américaine est différente puisqu'elle demande que l'accès du Danube soit organisé par les soins d'autorités internationales; ceci implique que les Quatre Grands se retrouveraient dans la proposition américaine; or, les intérêts anglo-américains de pénétration vers les Balkans sont très importants et couvrent la route du pétrole d'Orient. On sait que le conflit de 1914-1918 eut une partie

de son origine dans la prétention allemande à une pénétration ferroviaire Berlin-Vienne-Belgrade, vers la Turquie et l'Asie mineure. Stratégiquement et économiquement, le problème est ardu et les conférences, jusqu'à ce jour, n'ont même pas réussi un compromis; pourtant, il faudra régler ce problème, à moins qu'on ne le conserve en suspens avec l'espoir secret qu'il devienne une raison première du futur conflit.

La question des Détroits avait également été réglée au traité de 1856, puis modifiée, enfin Litvinov après la guerre 1914-18, avait demandé l'autorisation de contrôle et d'établissement d'arsenaux maritimes et de bases, mais en vain. La Mer Noire, ouverte à toutes les nations pour la marine marchande, était formellement interdite aux pavillons de guerre soit des puissances riveraines, soit de toute autre puissance. Le tsar et le sultan s'étaient engagés à n'élever et à ne conserver sur ce littoral aucun arsenal militaire maritime; sous certaines conditions, la convention de Montreux confirmait la Turquie la garde des Détroits avec la garantie internationale. Le 7 août et le 24 septembre, le Gouvernement d'Ankara a rejeté successivement les demandes soviétiques visant à ce que l'affaire des Détroits soit remise en question. La Turquie,

(Suite page 2.)

Répression antimilitariste

On pourrait croire, malgré l'état de tension mondiale que la guerre permanente qu'entretenaient les impérialistes depuis quarante ans, est provisoirement écartée.

C'est peut-être vrai pour la plus grande partie du matériel humain chargé d'alimenter les boucheries. C'est certainement faux pour toute une catégorie d'hommes qui ont justement voulu s'opposer à ces massacres et qui ont été les victimes de la rage de militaires qui voyaient dans leur action de pacifistes et d'antimilitaristes, une entrave à leur « liberté de travail ».

Des insoumis, des déserteurs, peuplés encore les prisons militaires éparpillées un peu partout dans le pays. Ces prisons surpeuplées au moment de la libération ont dû s'ajoutent des annexes sous forme de camps ; mais il faut le dire, le plein air, avec tout ce que cela comporte « d'avantages relatifs » pour les prisonniers.

Pour les pacifistes, l'administration militaire toujours pleine de tact, à juger que rien ne pourrait être plus favorable à « leur méditation » que ces prisons militaires classiques, généralement d'anciens monastères aux murs épais, aux cellules étroites dont le visage rébarbatif, comme l'usage actuel, affirme la continuité à travers les siècles et les transformations de l'aulaïenne étroite entre le sabre et le goupillon dans l'oppression des hommes.

Et nos camarades attendent toujours sous la surveillance de personnel dont les méthodes se sont perfectionnées à la suite d'une expérience de quatre ans acquise au contact de la « jeune militante », une libération problématique.

Au train où vont les choses, on peut penser qu'ils seront à pied d'œuvre au déclenchement de « la prochaine dernière » pour renouer leurs relations avec les tribunaux militaires.

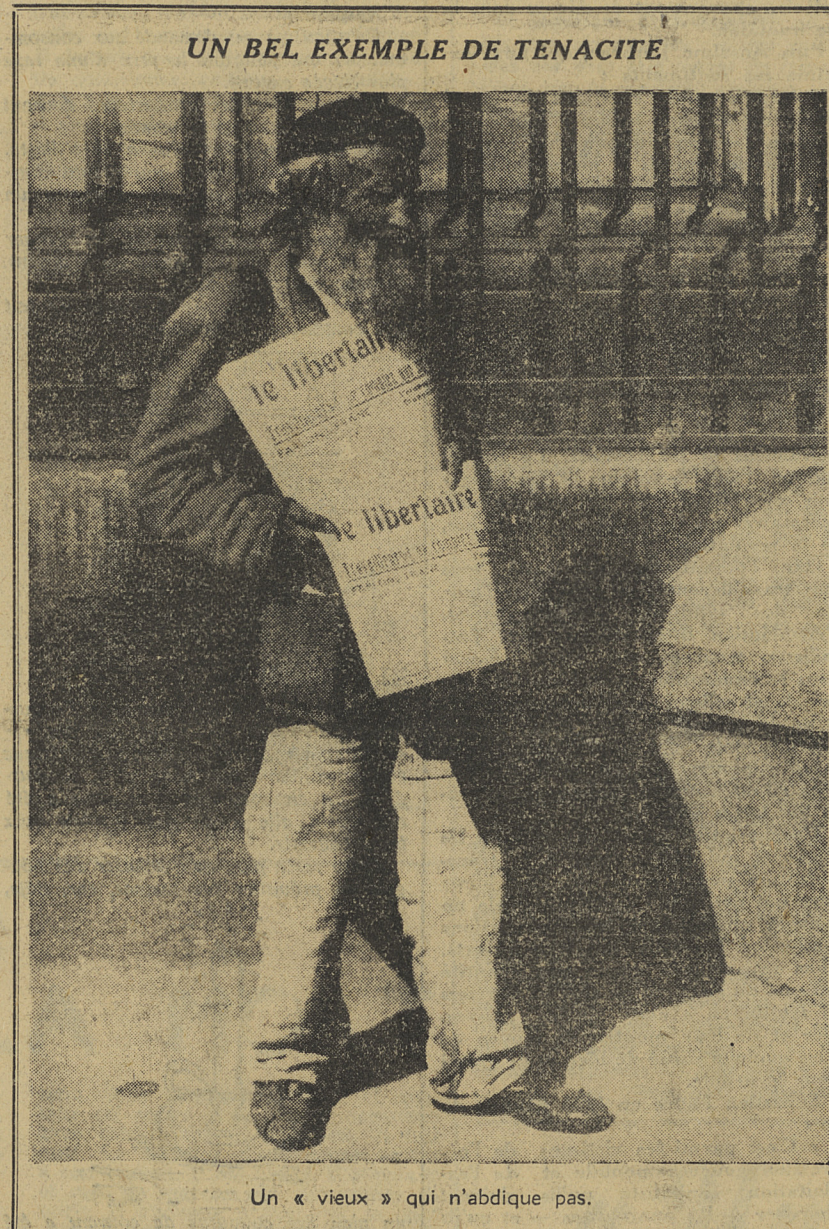
Cette fois, les poudres n'auront aucun effort d'imagination à faire pour les retrouver. Nos camarades auront assuré une liaison entre la brève trêve que les impérialismes permettent aux peuples avant de les lancer dans de nouvelles bagarres : celle de la permanence de la phase la plus odieuse de la guerre, la répression antimilitariste.

Il faut que cela cesse, il faut briser cette continuité qui ne deshonore pas seulement ceux qui en sont les promoteurs. Il faut briser la chaîne de la honte. Il faut briser l'antimilitarisme pour tous les déserteurs pour tous les insoumis. Pas de réunions électorales sans que la question soit publiquement posée à la conscience des auditeurs.

MONTLUC.

Lire en deuxième page :

POURQUOI
NOUS SOMMES PARTISANS
D'UNE FÉDÉRATION
INTERNATIONALE



Un « vieux » qui n'abdicque pas.

Un trompe l'œil

Voici M. Yves Farge et ses services nantis de pouvoirs extraordinaires pour mettre un terme au marché noir et à la spéculation. Des opérations de police, des rafles et des perquisitions, quelques arrestations et l'ouverture de dossiers ont permis aux amis du ministre du Ravitaillement de chanter ses louanges et à quelques centaines de milliers de consommateurs, membres ou sympathisants du P.C. de s'imaginer que « cela va changer ». Hélas, à en juger par la valeur d'achat d'une paire d'ouvriers, tout ce battage propagandiste ne tient pas. Une fois de plus, les gouvernants nous nourrissent de paroles.

Il ne peut en être autrement. Dans les innombrables décrets, circulaires, consignes et règlements édités et diffusés par le Ravitaillement, il n'existe pas un seul texte qui permette de s'attaquer aux marchandises là où elles sont produites. Par contre, à tous les échelons intermédiaires, chez le revendeur, le transporteur, le détaillant, il y a plusieurs dizaines de documents, le plus souvent contradictoires dans leurs termes, qui fixent des prix limités, des prix maximaux, des plafonds, etc...

Cela revient à favoriser, à provoquer, à développer toutes les catégories de fraudes. En effet, s'il n'y a pas de prix imposé à la vente initiale : vin chez les

vignerons, pommes de terre chez le paysan, pâtes chez le fabricant, l'intermédiaire ne cherchera qu'une seule chose : c'est tourner la loi et développer au maximum le marché non contrôlé au détriment du marché contrôlé. Si bien que nous en arrivons à cette situation paradoxale de voir qu'une production de 40 millions d'hectolitres de vin environ

Algérie et Métropole — ne pouvoir fournir 18 millions d'hectolitres qui représentent une livraison de 6 litres mensuels par consommateur. De même, nous voyons les pommes de terre disparaître des boutiques et ne se montrer que dans les transactions, entre producteurs et coopératives ou groupements d'achat plus ou moins officiels. Les saisis préfectoraux des wagons en transit prive le plus souvent les départements non producteurs de tout arrivage.

En marge des transactions officielles, toute la gamme des négociations clandestines, les pots de vin, les dessous de table, les combines, les trafics vivent et prospèrent. Les commerçants s'inquiètent seulement d'obtenir une « couverture » légale pour quelques centaines de kilos d'une marchandise déterminée, alors qu'ils en écoulent des dizaines de tonnes.

Dans les coopératives ouvrières ou de fonctionnaires, formule excellente en

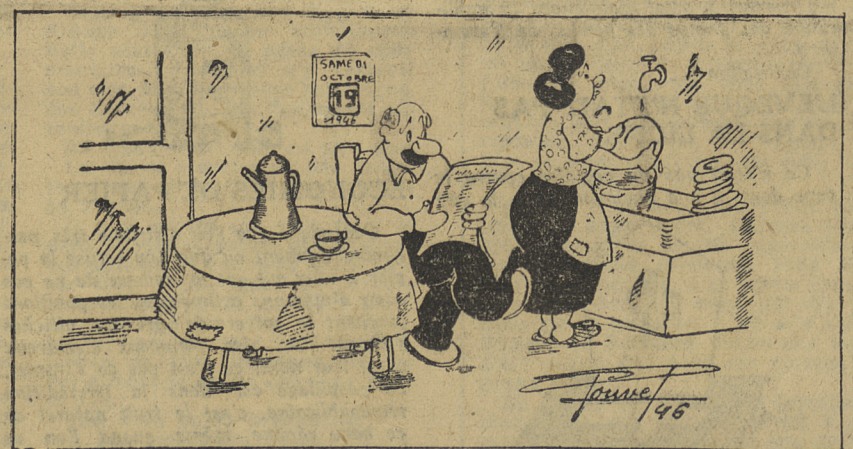
soi, les mêmes procédés sont en vigueur, du fait que la plupart des groupements d'achat se trouvent aux mains de gangs politiques, liés à certains départements ministériels, et qui favorisent ou freinent la livraison des denrées alimentaires suivant leur clientèle électorale ou la docilité des bénéficiaires.

Comme ce sont les possesseurs d'argent qui, en définitive, ont l'initiative des opérations, les réglementations bien loin de fixer les conditions de la répartition, n'arrivent qu'à créer un climat de « débrouillage » où les pressions politiques, les amitiés et les relations jouent le rôle le plus important.

Ainsi, pour la viande, après avoir fixé le prix maximum du kilo de bœuf à 137 francs, prix qui n'a jamais été respecté que par de rares bouchers, M. Farge s'est trouvé amené à porter le prix maximum à 150 francs, emprunt fait à l'accord C.G.T.-C.G.A., mais en laissant le système du double secteur, ce qui annule en grande partie l'effet normalisateur de la taxe. En terme simple, cette « victoire » se solde par une augmentation de 43 francs.

La dernière farce, ce sont les Commissions de Contrôle des Prix. De l'aveu même des fonctionnaires du ravitaillement et des commerçants, ces comités, loin d'être une arme de lutte et une forme pratique de diffusion de renseignements, ont été créés pour servir de frein à la répartition des biens de consommation. Ces comités étaient contrôlés par les communistes et sympathisants, leur action étant soumise au respect de la légalité, aucune mesure sérieuse, aucune action véritable n'en est sortie. Nouvelle preuve que la gestion politique revient à dénaturer les meilleures idées. Syndicats, coopératives et comités de contrôle répondent aux besoins d'action et de justice du plus grand nombre. Mais pour que ces organisations soient efficaces, il y a lieu d'éliminer tous ceux qui n'y voient qu'un moyen de propagande électorale, sans danger pour le régime, impuissant à modifier la nature même de l'exploitation capitaliste et mercantile.

DAMASHKI.



Qu'on vote pour l'un ou pour l'autre, c'est toujours la même tabac.

PERSECUTIONS EN BULGARIE

La Bulgarie, comme l'Espagne, subit un régime autoritaire qui, par le moyen des camps de concentration, les prisons, les tortures, s'acharne contre tous ceux qui représentent la moindre liberté de pensée.

Nos camarades ont subi depuis 1923 la répression de la part de tous les gouvernements fascistes : le nouveau gouvernement établi le 9 septembre 1944 continue la politique de ses prédécesseurs et s'acharne contre le mouvement anarchiste et anarcho-sindicaliste bulgare.

Des nouvelles alarmantes nous parviennent de la Fédération Anarchiste bulgare. Les autorités communistes qui détiennent le pouvoir (elles ont en particulier le ministère de la Police) interdisent aux libertaires, anarchistes ou anarcho-sindicalistes, toute propagande; les journaux sont surveillés; on ne peut éditer ni livres, ni brochures, encore moins des tracts ou affiches.

Sept membres du journal anarchiste « Rabotnicheska Mysal » ont été arrêtés, torturés, internés dans les camps de concentration. L'ancien rédacteur est interné pour un temps indéterminé depuis six mois.

« L'an dernier, dit le rapport qui nous parvient, cent membres de notre Fédération, convoqués à une Conférence nationale à Sofia, furent arrêtés et amenés à la Direction de la Milice; cinquante d'entre eux furent gardés six mois dans le camp de concentration de Bonitza. Dans notre pays partout règne la terreur; on arrête et on envoie dans des camps de concentration tout citoyen qui ne se plie pas aux méthodes dictatoriales de gouvernement. Les camps de concentration sont remplis.

« Depuis le 9 septembre jusqu'à aujourd'hui, plus de 2.000 de nos camarades ont été envoyés dans les camps de concentration; dans toutes les villes on arrête et on brutalise nos camarades et nos sympathisants. Dans le camp de concentration de « Rössitsa » se trouvent plus de vingt camarades. Tous les militants actifs du mouvement ont été persécutés à la fois par le régime fasciste et par le nouveau régime.

On peut s'expliquer aisément, avec angoisse et fureur à la fois, la cause de la violence de cette répression, dirigée contre tous les hommes qui gardent en Bulgarie le sentiment de leur liberté et de la dignité humaine; et surtout contre les libertaires : la Fédération Anarchiste bulgare est dans le pays une force à laquelle se heurtent les régimes dictatoriaux. Elle vient de mener une campagne très active contre Franco; au lieu de

travail, nos camarades anarchistes et anarcho-sindicalistes ne se plient pas aux mots d'ordre lancés par le syndicat officiel; lors du référendum, les anarchistes firent campagne pour la non-participation aux opérations électorales.

En Bulgarie, comme à l'époque des syndicats fascistes, l'adhésion au syndicat officiel est obligatoire; les libertaires sont congédiés de leur travail simplement pour leurs idées, et de plus calomniées, car la coutume s'est maintenant généralisée dans tous les pays de traiter ceux qui ne participent pas les options communistes de fascistes et de réactionnaires. L'organisation syndicale est devenue un rouage de l'Etat, servant à espionner les travailleurs et employeurs.

A l'ouverture de la campagne du référendum pour la République, les communistes obligeaient les ouvriers et employés à assister au meeting communiste sous menace de renvoi. Dans une usine de Sofia où les ouvriers s'étaient obstinés dans leur abstention, un fonction-

naire du parti fit appel aux milices qui, sous la menace de leurs armes, les forcèrent à y assister.

Nous pouvons encore citer l'exemple d'un camarade anarcho-sindicaliste, Tania Vassileva, arrêtée sans raison, internée ensuite dans la Droboudjia et privée du droit d'exercer sa profession de médecin; arrestation arbitraire qui s'ajoute à toutes les précédentes.

Contre ces faits inouïs des protestations doivent s'élever dans le monde entier. C'est à nous de prouver et faire agir notre solidarité; il faut organiser dans tous les pays démocratiques une campagne destinée à faire libérer tous nos camarades emprisonnés politiques de Bulgarie; il faut alerter l'opinion publique par tous les moyens, tenir des meetings, envoyer des protestations, jusqu'à ce que cesse ce régime honteux des camps de concentration et d'emploi de la force pour opprimer la liberté.

A L'ŒUVRE POUR LA LIBÉRATION DE NOS CAMARADES BULGARES.

HOMMES DE FRANCE ! PARTOUT ON ASSASSINE DES ANARCHISTES

Tandis que vous vaquez tranquillement à vos occupations journalières, tandis que vous vous abandonnez aux relatives jouissances que vous concède l'ordre social actuel, il existe au delà des frontières conventionnelles des êtres semblables à vous-mêmes qui gémissent sous les coups d'une sauvagerie n'ayant rien à envier à celle de Hitler et de ses complices.

Après nos camarades d'ESPAGNE, c'est au tour de nos camarades BULGARES de subir les sévices sadiques du fascisme.

En BULGARIE, sous des prétextes vains, fallacieux, on arrête, on juge, on condamne, on torture et l'on tue des hommes dont le seul crime est d'être passionnément épris de liberté.

Or, pour le fascisme L'AMOUR DE LA LIBERTÉ EST PASSIBLE DE LA TORTURE ET DE LA MORT. Si les hommes relativement libres de ce monde ne tentent rien pour remédier à cet état de choses et réduire à rien les hystériques dirigeants, s'ils n'utilisent pas TOUS LES MOYENS que leur octroie LE NOMBRE pour secourir une poignée de leurs frères en danger, alors ils perdront leur droit au titre d'hommes et se verront considérer comme des lâches par les générations futures.

Nos camarades BULGARES souffrent et meurent pour la liberté du monde; si le monde reste impassible, c'est qu'il n'est pas digne de la liberté.

A PROPOS DE NUREMBERG

ZINOPOULOS MARIO

